L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN..... ans $10 / TROIS FOIS PAR SEMAINE..... $6 } payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNES & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 24 JANVIER 1843

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.

☞ Les MEMBRES WHIGS du Sénat et de la Chambre des Représentans sont priés de s'assembler ce soir à sept heures dans la Salle du CLAY CLUB, à l'encoignure Exchange Place et de la rue de la Douane.

AFFAIRE DU SOMERS.—L'enquête continue toujours, et si nous n'en donnons plus l'analyse, c'est qu'elle ne révèle aucun fait nouveau; elle contrôle tout simplement la vérité de tous ceux que nous avons fait connaître. La cour entend successivement la déposition des matelots, des apprentis et des maîtres embarqués à bord du Somers, et elle entre ainsi dans une foule de détails qui contribueront à l'éclairer, mais qui n'auraient aucun intérêt pour nos lecteurs. La physionomie de l'affaire n'a point changé jusqu'à présent, et le commandant MacKenzie paraît toujours avoir agi sous l'empire d'une nécessité absolue.

Tandis que l'instruction se poursuit à bord du *North Carolina*, devant une cour navale, on cessa de la transporter devant un tribunal civil, sans doute dans l'espoir d'enlever au lieutenant MacKenzie l'avantage que semble lui avoir donné jusqu'à présent une enquête faite devant ses juges naturels. Une demande a été faite, au nom de la veuve de Cromwell, par devant la Cour de District des Etats-Unis du district meridional de New York, pour obtenir un ordre d'arrestation contre le commandant MacKenzie et le lieutenant Gansevoort comme prévenus de meurtre. Cette demande a été rejetée par le juge Betts par deux motifs qui, paraîtront fort plausibles: "Il est douteux d'abord que les tribunaux civils soient compétens dans le cas actuel, et ensuite parceque le moment est mal choisi pour une pareille mesure, puisque l'affaire est entre les mains d'un tribunal spécial qui sans nul doute fera ce que réclame la justice."

Du reste la conduite du commandant MacKenzie est toujours un texte de discussion pour quelques-uns des journaux de N. York; il en est qui prennent part contre cet officier et qui cherchent dans sa conduite antérieure du motif pour prétendre qu'il s'est laissé emporter par un caractère irritable et cruel; mais il en est d'autres aussi qui le défendent avec talent, et nous devons le dire avec succès. L'accusation d'ailleurs a peu de prise.

MOUVEMENTS POLITIQUES.—Nous n'avons point encore parlé de la grande solennité *démocratique* qui a eu lieu le 7 courant à Philadelphie en l'honneur de M. Van Buren. Elle a cependant été enregistrée avec un soin tout particulier par les fidèles organes de locofocoisme; et en ceci ils ont montré de la verité et du dévouement, car le programme de la fête n'occupe pas moins de quatorze colonnes dans quelques-uns d'entre eux. Donc le 7 courant au soir, tout le parti Van Buren était en mouvement dans Philadelphie, se réunissait en assemblée, élisait un président, trente vice-présidens et huit secrétaires, et s'amusait à entendre une Adresse de six colonnes rédigée par un comité *ad hoc*; plus un discours du major Davezac, le compagnon d'armes du général Jackson; plus des résolutions qui ne sont pas à moins de deux colonnes, plus enfin la lecture d'une foule de lettres, provoquée par le succès complet et portant la signature de gens distingués dans le parti, lesquels donnent d'avance, comme de juste, leur adhésion à tout ce qui se fera dans cette noble réunion. Ces lettres surtout sont pour la plupart caractéristiques: la première venant de M. Van Buren lui-même, et comme tout ce qui sort de la plume du *petit Magicien*, elle est fort peu catégorique quant aux désirs de l'homme lui-même relativement à la candidature présidentielle, et pleine de louanges exagérées pour le patriotisme de ceux qui ont bien voulu songer à lui pour cette candidature. Elle date d'ailleurs un contrat de parfait avec la seconde, émanée du général Jackson:

"Mesdites, écrit ce dernier aux membres du comité, je ne joins à vous dans le tribut que vous payez au caractère de M. Van Buren et je reconnais dans le langage énergique par lequel vous exprimez le chaleureuse (hurrahgetty) de la dernière élection, l'œuvre d'un esprit vrai digne du peuple américain. C'est le devoir de cet esprit de respecter la vérité de l'erreur et de rendre à la raison les droits qu'elle semble avoir perdus par le moment de la surprise. Par un homme ayant confiance en cet esprit, ou dans la vertu et l'intelligence publique d'où il émane, ne sera surpris de la haute estime que vous témoignez pour les services de M. Van Buren et de la préférence que vous lui montrez en donnant le droit qu'il a sur porté à la candidature présidentielle par une convention nationale du parti républicain."

Le brevet est complet, comme on le voit; le général Jackson n'a rien perdu de son ancienne affection pour M. Van Buren, non plus que de son antipathie pour le parti whig. Cette antipathie ne semble même pas s'arrêter devant le respect que l'on doit aux morts. Le général Jackson ne devait-il pas s'abstenir, par cette considération, sinon par déférence pour la vente, de qualifier comme il le fait l'élection qui porta au pouvoir le général Harrison.

MM. les sénateurs Benton et Wright, l'ex-secrétaire d'Etat Woodbury, l'ex-avocat général Gilpin, Bancroft l'historien et aussi l'infortuné gouverneur Dorr ont tour à tour donné par lettres les plus glorieux certificats à M. Van Buren et à sa première administration. L'âge d'or renaîtra pour quelques-uns d'entre eux, si le petit Magicien rentre au pouvoir.

DUPLICITE.—La Barque *Richmond*, capitaine Brittelt, arrivée hier du Havre, avait à bord $100,000 consignées à MM. C. Oliet & Co., L. Vols, Mendler, M. King, et à ordre.

TENTATIVE DE VOL.—Dimanche soir des voleurs se sont introduits dans le bureau de change de Mr. Mosler, rue de la Commune, No. 69, et ont essayé de dérocher le coffre-fort; n'ayant pu y parvenir, ils se sont retirés avec mais vides, mais ils ont eu l'impudence de laisser une note ainsi conçue: "Nous avons fait ce que nous avons pu, mais le temps nous a manqué."

VOL.—Dans la nuit de dimanche à lundi dernier vers une heure, les fenêtres de la salle de M. Du Bois Halbran, demeurant rue Carondelet entre les rues du Port et St. Ferdinand, ont été défoncées par des malfaiteurs, qui ont enlevé une paire de flambeaux à deux branches, en plaqué d'argent. C'est la seconde fois depuis cinq mois que le domicile de M. Halbran a été envahi de nuit; mais la première fois les voleurs avaient fait assez de bruit pour les empêcher d'exécuter leur projet.

En se référant à nos colonnes d'annonces, on verra que M. Du Bois Halbran offre une récompense de $10 pour le découvrement de ces voleurs.

TENTATIVE DE VOL.—Dans la nuit de 20 au 21, vers minuit, M. et Mme Jacques Virgile, tenant un cabaret à l'encoignure des rues Mandeville et Craps furent réveillés en sursaut par le bruit que faisaient des malfaiteurs en essayant d'ouvrir la porte. M. Jacques Virgile s'arma d'un fusil, mais sa dame s'en saisissant aussitôt, se précipita à la rencontre des voleurs, et fit feu au moment où la porte allait céder sous les efforts. Les portes dont étaient chargé le fusil ayant frappé au moment de la porte, entrèrent avec des éclats de bois dans le côté droit de l'un des voleurs. Celui-ci parvint à s'enfuir avec ses complices, et, ce n'est qu'arrivé derrière l'habitation Macarty qu'il tomba sans connaissance, épuisé par la grande perte de sang qu'occasionnait sa blessure. On pense qu'il ne survivra pas et aucune révélation n'a encore été faite. (*Courrier.*)

BILLETS CONTREFAITS.—Nous avons vu aujourd'hui des billets contrefaits de la 1re Municipalité, de la démonétisation de 30. La gravure en bois en est faite et la signature de Thos. Pitcairn, Trésorier, extrêmement imitée; mais celle du Contrôleur, au dos du billet, paraît changée avec de l'encre à imprimerie ou à lithographie. On peut, avec un peu d'attention, distinguer facilement ces billets contrefaits, à des blancs, d'avec les véritables. Voici quelques-uns des différences que nous avons remarquées. Les lettres du titre, *Première Municipalité*, en tête des billets, sont plus petites de près d'un tiers dans les faux que dans les bons; au milieu du plein du caractère du chiffre 2, se trouve un point oublié dans les faux, tandis que les bons ont, au même endroit, un losange.—Dans le corps des billets faux, le nom du contrôleur est écrit *Guiraud*, au lieu de *Guirot*;—la signature du même fonctionnaire, au dos des billets, ne peut aucunement ressembler d'une ligne, tant à l'encre ordinaire.

On nous assure qu'il circule beaucoup de ces billets faux de 2½, ainsi que d'autres de 5½. On fera donc bien d'examiner avec attention les billets de ces deux dénominations avant de les prendre. (*Courrier.*)

ACCIDENT.—Dimanche matin le ferry à vapeur de Lafayette en, traversant le fleuve, a heurté les esquif dans lequel se trouvaient quatre nègres appartenant à M. Fr. Fromble, l'esquif a chaviré et les quatre esclaves ont été noyés.

Nous devons à l'obligeance de MM. les sénateurs Barrow et Conrad, des documents publics importans.

M. CLAY.—Une assemblée publique a eu lieu le 17 du courant à Charleston. Caroline du Sud, à l'effet d'inviter M. Clay à venir visiter cette ville, et de prendre des arrangements pour faire au grand citoyen une réception digne de lui s'il accepte cette invitation.

On lit dans le *Louisiana Chronicle* du 22, publié à St. Francisville:

"Nous apprenons avec regret la mort prématurée de James Pope Moss, de la Pointe Coupée. Ce respectable citoyen a été écrasé par un arbre qui est tombé sur lui."

[illegible]

Pétitions, Mémoires et Résolutions.

M. Cornwell présente une pétition de plusieurs habitans de Marksville, paroisse des Avoyelles, qui demandent l'*incorporation de cette ville*. Renvoi à un comité spécial composé de MM. Couvillon, Wadsworth et Wilson.

M. Newport présente une pétition des citoyens de Baton-Rouge, qui demandent un changement dans la loi par laquelle le greffier de la Cour de Paroisse est office celui de la Cour des Preuves. Renvoi à un comité spécial composé de MM. Newport, O'Brien et Phelps.

M. Flaugeac présente une résolution réunis pour donner un comité des deux Chambres, à l'effet d'établir inspecteur le collège Franklin, dans la paroisse St. Landry.

M. Brewer présente une pétition des citoyens des Rapides, relative à l'instruction publique. Renvoyé au comité chargé de ce département.

M. Phelps présente une résolution qui enjoint au Trésorier d'Etat de transmettre à la Chambre un état des sommes qu'il a perçues par suite de forfeiture de cautionnement et de successions vacantes dans chaque paroisse. Cette résolution est adoptée.

Une pétition des actionnaires de l'Association Consolidée, qui demandent une prolongation de délai, est renvoyée au comité des Banques.

M. Hunt expose que le comité des Banques est encore privé à faire son rapport et qu'il n'est pas surpris que par l'absence du rapport du Bureau de Circulation. L'impression de ce document n'a pas, à ce qu'il paraît, été encore exécutée; et elle n'est, par conséquent achevée, le comité ne verra donc la nécessité de faire son rapport sans attendre cette pièce, aussi importante qu'elle est.

L'Orateur présente à la Chambre, un mémoire présenté au Congrès par des citoyens de Cincinnati, au sujet des obstacles que rencontre la navigation sur le Mississipi. Ce mémoire est renvoyé au comité des relations fédérales.

M. Taylor présente une résolution qui enjoint au comité judiciaire de s'enquérir des lois qui existent relativement aux aliénations frauduleuses et d'en faire un rapport. Après de courtes explications de M. Taylor, cette résolution est adoptée.

M. Hunt présente une résolution qui enjoint au Trésorier de fournir à la Chambre un état des taxes payées dans chaque paroisse, en y mentionnant d'une façon détaillée la taxe sur les terres, celles sur les nègres et toutes les autres espèces de taxes. Cette résolution est adoptée.

M. Edwards présente une résolution réunis pour accorder quatre mois de congé à Jesse R. Jones, juge du dixième district judiciaire.

M. Taylor présente une édition du Régistre du Bureau des Terres de Natchitoches, qui demande une augmentation de salaire en conséquence de l'augmentation de travail que lui imposent certaines lois du Congrès. Cette pétition est renvoyée au comité des réclamations.

Comités permanents.

M. Ogden, au nom de la majorité du comité judiciaire, rapporte sans amendemente le bill pour la division de la charge de capitaine du Port de la Nouvelle-Orléans.

Au nom du même comité: 1o. un bill pour étendre la juridiction de la Cour de Cité de Lafayette, &c. avec amendements, un acte pour établir une Cour d'appel en matière criminelle.

Un message du Sénat adressé à la Chambre l'originalité du rapport du bureau de Circulation.

Après quelques des règles, et sur motion de M. Hunt, ce rapport est renvoyé au comité des Banques.

M. Taylor demande au président du comité d'adresse des contestées pourquoi ce comité n'a point encore fait son rapport; M. Soulouque répond que le comité est obligé d'examiner une quantité si considérable de documents et de témoignages qu'il n'a pu encore achever sa tâche. Il sera prêt sous peu de jours.

Comités spéciaux.

M. Phelps, au nom du comité spécial auquel a été renvoyée une pétition des citoyens de Caldwell et Wabash, rapporte un bill pour la création de la paroisse Franklin.

M. Fleaugeac, au nom du comité de la milice, expose que ce comité sera prêt à faire son rapport aussitôt qu'il aura reçu certains renseignements dont il a besoin.

M. Brewer rapporte un substitut à l'acte qui enjoint au Trésorier d'Etat de fournir certains livres à la Cour de District de la paroisse de Washington.

BILLS ET NOTICES DE BILL.

M. Delamas donne avis, au nom du Représentant de Jefferson, d'un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lafayette.

M. Ogden, conformément à l'avis préalable, présente un acte pour prévenir les transports frauduleux de propriété.

M. Fortson donne avis d'un acte pour amender l'acte qui crée un dixième district judiciaire.

M. Vuorhies, conformément à l'avis préalable, introduit un bill pour amender l'acte créant une nouvelle circonscription électorale dans la paroisse Saint Landry.

L'Orateur présente à la Chambre une communication du Gouverneur qui transmet le rapport annuel du Bureau des Administrateurs de l'Hôpital de Charité. On dispense de la lecture, et le rapport est déposé sur le bureau sujet à l'ordre de la Chambre.

Ordre du Jour.

Un message du Sénat réclame le concours de la Chambre à l'acte pour étendre les pouvoirs du jury de police dans la paroisse de la Pointe-Coupée.

Seconde lecture.—M. Rentzinger règle que l'ordre du jour sera pris à une heure, lorsque la Chambre s'assemblera à onze heures.

M. Ogden propose un amendement pour fixer à onze heures la réunion de la Chambre. M. Selby pense que cet amendement ne servirait qu'à prolonger inutilement la durée de la session. M. Brewer est en faveur de l'amendement. L'heure qui précède serait utilement employée à la préparation des bills, aux résolutions qui soutent, etc. On devrait ne s'assembler qu'à une heure, jusqu'à ce qu'on ait achevé les plus importantes affaires. M. Taylor trouve que s'assembler à dix heures, c'est se réunir trop tôt, et que le retard apporté à la réunion de la Chambre aurait un excellent résultat pour l'expédition des affaires. M. Ogden partage cet avis: le but de la Chambre est de faire de bonne besogne, et il est impossible que les comités, sous l'empire de la règle actuelle, puissent donner l'attention nécessaire aux questions qui leur sont soumises. Se réunir à onze heures et s'ajourner à trois, voilà certainement ce qu'il y a de mieux. Ce qui vient à s'ajourner à deux. On aurait ainsi l'avantage d'avoir des travaux bien préparés.

L'amendement de M. Ogden est adopté; puis la résolution est mise aux voix et adoptée par 35 oui contre 19 non.

Un Acte pour amender l'acte qui divise la charge de capitaine du Port de la Nouvelle-Orléans.

M. Wadsworth demande quelques explications sur ce bill.

M. Monson fait remarquer qu'originairement il n'y avait qu'un seul capitaine de port pour la N. Orléans, et la nomination de cet officier appartient au gouverneur. Après la division de la ville en trois municipalités, le droit de nomination reste encore au gouverneur; mais évidemment ce droit revenait aux différens conseils municipaux, puisque la charge relève d'eux et que les officiers sont payés par eux. Des capitaines du port cependant ont refusé d'obéir aux ordres des conseils, sous prétexte qu'ils avaient reçu leur nomination du gouverneur: il est donc important de les soumettre au contrôle de ces conseils, en changeant le mode de nomination.

M. Wadsworth ne comprend pas la nécessité de ce changement. D'après le même principe, il faudrait que les juges de paroisse, les shérifs, &c. fussent aussi élus dans chaque paroisse, puisque c'est la paroisse, non l'Etat qui les paye. Si l'on propose un changement dans le mode de nomination, c'est qu'une nouvelle administration va entrer aux affaires, que cette administration est démocratique et qu'on ne serait pas fâché d'enlever au gouverneur une partie de son patronage.

M. Brewer dit que si quelque chose peut le convaincre du peu de mérite du changement proposé, c'est assurément la raison ingénieuse pour son adoption par le représentant d'Orléans. "Les capitaines du port sont indépendans, et ces représentans veulent les mettre à la merci des conseils municipaux. Pour lui il a un profond respect pour l'indépendance dont on se plaint, et en conséquence il s'opposera au bill. En thèse générale, il est opposé au patronage de l'Etat; mais il ne voit pas de raison pour enlever cette nomination au gouverneur, afin d'en revêtir un pouvoir inférieur. Cette nomination appartient à l'Exécutif qui est intimement une émanation de la puissance populaire. Si on enlève l'un veut un changement dans la loi, qu'on remette la nomination entre mains du peuple; il tournera pour cette modification. Si l'on n'a pas vu de nécessité à enlever le droit de nomination au gouverneur avant la division de la ville, cette nécessité n'existe pas depuis que cette division a eu lieu. Il faut observer les satisfaisans qui, et le ministère public aussi, manœuvrer habilement, "l'admission des produits de l'Angleterre sur les marchés des Etats-Unis pourra être obtenue à des conditions qui assureront la prospérité de l'industrie manufacturière pour un bon nombre d'années." Nous espérons que cette attentative et l'influence anglaise réussi à faire abroger le système protecteur par lequel nous pouvons avoir vivre et grandir désormais."

☞ BEAUTE.—La chevelure est ce qui ne périt jamais à moins d'accident, de maladie, et permet tous les peuples, dans tous les climats, vite à être l'objet d'un mets parfum. Une belle chevelure est extrêmement recherchée de nos jours, et rarement naturelle. Conservez-la donc par l'usage du Baume de Colombie de Oldridge, chez Comstock & Bloss, 98, rue des Magasins, et mettez en sur vos cheveux. Ses propriétés sont si bien connues qu'il ne devient pas nécessaire de les énumérer. Son efficacité a été pleinement justifiée par les nombreux certificats des plus respectables citoyens de toute ville.

SALSEPAREILLE DE SANDS.

☞ Les Aborigènes d'Amérique possédaient des connaissances de guérison qui dans certains cas l'emportaient sur celles de l'homme civilisé, et celui qui a le plus de talent mêlés à ces secrets, et le reste qu'elle a trouvé, a été découvert par le Dr. Sands, et le Sarsaparille de Sands, qu'il a composée de végétaux qui opère surtout la système, en combinant en principe de la conservation. L'usage de ce remède fait disparaître les maladies qui naissent du vice du sang, et donne la possibilité de remplir leurs fonctions indigestion ou dyspepsie, maladies obstinées et jusqu'ici incurables, dartres, taches et rougeurs du visage, maladies, rhumatismes, engorgement des glandes, douleurs aux articulations, toutes ces maladies disparaissent par l'usage de la salsepareille.

Pour preuve d'évidence de sa propriété, voir les certificats publiés dans les journaux, et affichés dans les magasins.

Préparé et vendu en gros et en détail, et pour l'exportation, par A. B. Sands & Co., droguistes et chimistes, laboratoire No. 273, Broadway, coin de Grand Street, New-York.

Vendu à la Nouvelle-Orléans, en gros, au détail et pour l'exportation, à leur magasin des Rôles, rue St. Charles, No. 16,

et aussi chez SICILES & Co., 46, rue de Conti,
ALEXANDRE OLIVER & Co. 61, rue de Chartres.
Et chez les marchands et marchands-droguistes de toutes les villes.

☞ Demandez SANDS' Sarsaparilla.

☞ Prenez garde aux contrefaçons pour demander la Salsepareille de SANDS, tout son entier.

A. B. SANDS, chimiste et pharmacien, a l'honneur d'informer ses amis et le public, qu'il a transféré son établissement de chimie, de pharmacie et de droguerie de la rue Broadway, No. 150, entre les rues Chambers et Reade, à celui de droguerie Fulton, No. 273, coin de Grand Street.

[PAR AUTORITÉ.]
(No. 4.)
ACTE

Pour réduire en un seul acte les différentes dispositions des actes ci-devant passés par cette Législature, relativement à la Cour de Commerce de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres fins.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale, que dans toute cette partie du premier Comté dans la dernière section de l'acte intitulé "Acte pour accorder des pouvoirs additionnels à la Cour de commerce de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres fins," approuvé le vingt-six mars, mil huit cent quarante deux, conçu dans les termes suivans: "Qu'un Greffier de ladite Cour de Commerce soit élu par le peuple de la paroisse de la Nouvelle-Orléans, au temps et de la manière prescrits par la loi pour l'élection des officiers de ladite paroisse, qui entrera en charge et fonctions et de remplira les devoirs de sa charge pendant le terme de quatre ans, à moins qu'il ne soit plus tôt démis de sa charge par le vote du peuple, ou qu'il ne donne dans ledit bureau par procuration" est et demeurera par le présent abrogée.

C. DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 19 janvier 1843.
(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No. 5.)
ACTE

Pour réduire la paie accordée aux membres de la Convention, savoir:

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, que dans tous les procès à venir, chacun des jurés de la Cour de Carroll, Madison et Concordia ne recevra qu'une paire de piastres par jour, et ne donnera pas plus de deux jours pour l'argent de la cause, et que chaque juré qui sera obligé de voyager pour se rendre à la Cour, recevra en outre quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Rapides, et de la Cour de la paroisse de Natchitoches, recevra cinq piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Ouachita, recevra six piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Jackson, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Claiborne, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Bienville, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Caddo, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Claiborne, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Bienville, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Caddo, recevra quatre piastres par jour pour chaque jour de voyage, et chacun des jurés de la Cour de la paroisse de Jackson